

HOOFDSTUK 2. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 24. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 2004 tot vaststelling van de procedure tot erkenning van rechts- en natuurlijke personen genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt opgeheven.

Art. 25. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2004 tot vaststelling van de termijnen binnen dewelke de evaluatieverslagen van de overeenkomsten en programmacontracten aan de adviesinstanties moeten worden overhandigd, genomen met toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt opgeheven.

Art. 26. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2006 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden voor het bekomen van beurzen voor de compositie, genomen bij toepassing van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt opgeheven.

Art. 27. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 september 2008 betreffende het activiteitenverslag bedoeld bij de artikelen 58 en 68 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt opgeheven.

Art. 28. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 2017 tot uitvoering van de artikelen 36, § 1, 40, eerste lid, en 47, 2°, van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten wordt opgeheven.

Art. 29. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2017 tot vaststelling van de termijnen binnen dewelke het activiteitenverslag van de personen die gerichte steun krijgen, moet worden overhandigd met toepassing van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 30. De artikelen 10, 11 en 14 tot en met 23 treden in werking op 1 januari 2024.

Art. 31. De minister bevoegd voor de podiumkunsten is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 13 juli 2023.

Voor de regering:

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206518]

7 JUIN 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 relatif à la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement

Le Ministre de l'Énergie,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 34, § 1^{er}, 1^o, et 34 bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 32 § 1^{er}, 1^o, et 33, § 1^{er}, 1^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'article 22bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 23bis;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 relatif à la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes du 2 juin 2023;

Vu l'avis 73.438/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la CWaPE du 17 février 2023,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 3 mars 2008 relatif à la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement, les mots " le gestionnaire de réseau de distribution, dans les quinze jours qui suivent, tente de contacter par tous les moyens, et notamment par téléphone, le nouvel occupant et s'enquiert de la situation du client en vue régulariser la situation. En cas d'échec de ces démarches, » sont ajoutés entre les mots « dans le marché de l'électricité, » et les mots « le gestionnaire de réseau de distribution ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Le gestionnaire de réseau de distribution soumet au client concerné, notamment lors de sa visite sur place, un formulaire de régularisation. Le formulaire précise au client qu'il doit être renvoyé dûment complété au gestionnaire de réseau de distribution dans un délai de sept jours calendriers. »;

2^o Une phrase est insérée entre l'alinéa 1^{er} et le 1^o, afin de faire un alinéa 2, rédigée comme suit : « Ce formulaire comprend les options suivantes : »;

3° le nouvel alinéa 2, 1°, anciennement alinéa 1^{er}, 1°, est complété par la phrase « Le gestionnaire de réseau de distribution informe le fournisseur mentionné par le client, dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la prise de connaissance des informations du formulaire par le gestionnaire de réseau de distribution, du souhait du client d'être alimenté à sa nouvelle adresse. »;

4° le nouvel alinéa 2, 2° est remplacé par les mots " Si le client ne dispose pas encore d'un contrat de fourniture, le formulaire de régularisation permet au client d'être fourni par le fournisseur de l'ancien occupant ou par un fournisseur de son choix qu'il doit préciser dans le formulaire.

Le formulaire mentionne le nom du fournisseur désigné par le client. Le formulaire précise également au client qu'il recevra une proposition de contrat du fournisseur de l'ancien occupant ou du fournisseur qu'il aura mentionné sur le formulaire et qu'il disposera d'un délai de vingt jours calendrier pour accepter cette proposition de contrat ou pour signer un contrat avec un autre fournisseur de son choix. Le formulaire indique également que, passé ce délai si le client n'a pas signé de contrat avec un fournisseur, le gestionnaire de réseau de distribution pourra procéder à la coupure de son alimentation électrique.

Après réception du formulaire, le gestionnaire de réseau de distribution informe dans un délai de trois jours le fournisseur, mentionné par le client, du souhait du client d'être alimenté. Dès réception de l'information, le fournisseur dispose d'un délai de 10 jours pour contacter le client et lui envoyer une proposition de contrat sans préjudice des dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité. Le client dispose d'un délai de vingt jours pour signer le contrat et accepter les conditions du contrat soumises ou pour signer un contrat avec un autre fournisseur de son choix. Le fournisseur informe le gestionnaire de réseau de distribution de la conclusion du contrat dans un délai de trois jours ouvrables.

En cas d'échec quant à la procédure de conclusion d'un contrat de fourniture telle que prévue à l'alinéa précédent, la procédure de régularisation est considérée comme un échec et le gestionnaire de réseau de distribution peut procéder à la suspension de l'alimentation. »;

5° l'alinéa 2, 3° est complété par les phrases suivantes : « Le gestionnaire de réseau prend contact avec le client, dans les cinq jours ouvrables de la réception du formulaire de régularisation, pour fixer une date pour procéder au scellement. ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, l'alinéa 3 est transformé en nouvel article 4.

Art. 4. Au nouvel article 4, anciennement article 3, alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « document » est remplacé par le mot « formulaire »;

2° les mots « aux appels, à l'avis de passage et » sont insérés entre les mots « s'il ne réagit pas » et les mots « aux lettres du gestionnaire de réseau de distribution »;

3° les mots " ou en cas d'échec quant à la conclusion d'un contrat de fourniture » sont insérés entre les mots « gestionnaire de réseau de distribution, » et les mots « la procédure de régularisation ».

Art. 5. A l'article 4 devenu article 5, les mots " le gestionnaire de réseau de distribution, dans les quinze jours qui suivent, tente de contacter par tous les moyens, et notamment par téléphone, le nouvel occupant et s'enquiert de la situation du client en vue régulariser la situation. En cas d'échec de ces démarches, " sont ajoutés entre les mots " dans le marché du gaz, " et les mots " le gestionnaire de réseau de distribution ".

Art. 6. A l'article 5, devenu article 6, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Le gestionnaire de réseau de distribution soumet au client concerné, notamment lors de sa visite sur place, un formulaire de régularisation. Le formulaire précise au client qu'il doit être renvoyé dûment complété au gestionnaire de réseau de distribution dans un délai de sept jours calendriers. »;

2° Une phrase est insérée entre l'alinéa 1^{er} et le 1°, afin de faire un alinéa 2, rédigée comme suit : « Ce formulaire comprend les options suivantes : »;

3° le nouvel alinéa 2, 1°, anciennement alinéa 1^{er}, 1°, est complété par la phrase « Le gestionnaire de réseau de distribution informe le fournisseur mentionné par le client, dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la prise de connaissance des informations du formulaire par le gestionnaire de réseau de distribution, du souhait du client d'être alimenté à sa nouvelle adresse. »;

5° le nouvel alinéa 2, 2° est remplacé par les mots " Si le client ne dispose pas encore d'un contrat de fourniture, le formulaire de régularisation permet au client d'être fourni par le fournisseur de l'ancien occupant ou par un fournisseur de son choix qu'il doit préciser dans le formulaire.

Le formulaire mentionne le nom du fournisseur désigné par le client. Le formulaire précise également au client qu'il recevra une proposition de contrat du fournisseur de l'ancien occupant ou du fournisseur qu'il aura mentionné sur le formulaire et qu'il disposera d'un délai de vingt jours calendrier pour accepter cette proposition de contrat ou pour signer un contrat avec un autre fournisseur de son choix. Le formulaire indique également que, passé ce délai si le client n'a pas signé de contrat avec un fournisseur, le gestionnaire de réseau de distribution pourra procéder à la coupure de son alimentation en gaz.

Après réception du formulaire, le gestionnaire de réseau de distribution informe dans un délai de trois jours le fournisseur, mentionné par le client, du souhait du client d'être alimenté. Dès réception de l'information, le fournisseur dispose d'un délai de 10 jours pour contacter le client et lui envoyer une proposition de contrat sans préjudice des dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz. Le client dispose d'un délai de vingt jours pour signer le contrat et accepter les conditions du contrat soumises ou pour signer un contrat avec un autre fournisseur de son choix. Le fournisseur informe le gestionnaire de réseau de distribution de la conclusion du contrat dans un délai de trois jours ouvrables.

En cas d'échec quant à la procédure de conclusion d'un contrat de fourniture telle que prévue à l'alinéa précédent, la procédure de régularisation est considérée comme un échec et le gestionnaire de réseau de distribution peut procéder à la suspension de l'alimentation. »;

6° l'alinéa 2, 3° est complété par les phrases suivantes : « Le gestionnaire de réseau prend contact avec le client, dans les cinq jours ouvrables de la réception du formulaire de régularisation, pour fixer une date pour procéder au scellement. ».

Art. 7. A l'article 6, devenu article 7, du même arrêté, l'alinéa 3 est transformé en nouvel article 8.

Art. 8. Au nouvel article 7, anciennement article 6, alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « document » est remplacé par le mot « formulaire »;

2° les mots « aux appels, à l'avis de passage et » sont insérés entre les mots « s'il ne réagit pas » et les mots « aux lettres du gestionnaire de réseau de distribution »;

3° les mots " ou en cas d'échec quant à la conclusion d'un contrat de fourniture » sont insérés entre les mots « gestionnaire de réseau de distribution, » et les mots « la procédure de régularisation ».

Namur, le 7 juin 2023.

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/206518]

7. JUNI 2023 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 3. März 2008 zur Festlegung des Regularisierungsverfahrens, das bei einem Umzug vorgesehen ist

Der Minister für Energie,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 34 § 1 Ziffer 1 und 34bis § 1 Absatz 1 Ziffer 1;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 32 § 1 Ziffer 1, und 33 § 1 Ziffer 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, Artikel 22bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, Artikel 23bis;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 3. März 2008 zur Festlegung des Regularisierungsverfahrens, das bei einem Umzug vorgesehen ist;

Aufgrund des Berichts über die Bewertung der Auswirkungen des Projekts auf die Situation von Frauen und Männern vom 2. Juni 2023;

Aufgrund des am 4. Mai 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 73.428/4;

In Erwägung der am 17. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme der CWaPE,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 3. März 2008 zur Festlegung des Regularisierungsverfahrens, das bei einem Umzug vorgesehen ist wird zwischen die Wortfolge "auf dem Elektrizitätsmarkt vorsieht," und die Wortfolge "begibt sich der Betreiber der Verteilernetze" die Wortfolge "versucht der Verteilernetzbetreiber innerhalb der folgenden fünfzehn Tage mit allen Mitteln, insbesondere telefonisch, den neuen Bewohner zu kontaktieren und sich nach der Situation des Kunden zu erkundigen, um die Situation zu regeln. Scheitern diese Bemühungen," eingefügt.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Der Betreiber des Verteilernetzes legt dem betreffenden Kunden, insbesondere bei einem Besuch vor Ort, ein Regularisierungsformular vor. In dem Formular wird dem Kunden mitgeteilt, dass er es innerhalb von sieben Kalendertagen ordnungsgemäß ausgefüllt an den Betreiber des Verteilernetzes zurückschicken muss.";

2° Zwischen Absatz 1 und Ziffer 1 wird ein Satz eingefügt, um einen Absatz 2 zu bilden, der wie folgt lautet: "Dieses Formular enthält die folgenden Optionen:";

3° der neue Absatz 2 Ziffer 1, vormals Absatz 1 Ziffer 1, wird ergänzt durch den Satz "Der Betreiber des Verteilernetzes teilt dem vom Kunden genannten Lieferanten innerhalb von drei Werktagen, nachdem der Betreiber des Verteilernetzes von den Angaben im Formular Kenntnis genommen hat, den Wunsch des Kunden mit, an seiner neuen Adresse beliefert zu werden.";

4° der neue Absatz 2 Ziffer 2 wird ersetzt durch die Worte "Wenn der Kunde noch keinen Liefervertrag hat, ermöglicht das Regularisierungsformular dem Kunden, vom Energieversorger des ehemaligen Bewohners oder von einem Energieversorger seiner Wahl, den er im Formular angeben muss, beliefert zu werden.

Das Formular enthält den Namen des vom Kunden angegebenen Energieversorgers. In dem Formular wird der Kunde auch darauf hingewiesen, dass er ein Vertragsangebot vom Energieversorger des früheren Bewohners oder von dem Energieversorger, den er auf dem Formular angegeben hat, erhalten wird und dass er innerhalb von 20 Kalendertagen das Vertragsangebot annehmen oder einen Vertrag mit einem anderen Energieversorger seiner Wahl abschließen kann. In dem Formular wird zudem darauf hingewiesen, dass nach Ablauf dieser Frist, wenn der Kunde keinen Vertrag mit einem Energieversorger unterzeichnet hat, der Betreiber des Verteilernetzes die Stromversorgung des Kunden unterbrechen kann.

Nach Erhalt des Formulars informiert der Betreiber des Verteilernetzes innerhalb von drei Tagen den vom Kunden genannten Energieversorger über den Wunsch des Kunden, beliefert zu werden. Nach Erhalt der Information verfügt der Energieversorger über eine Frist von 10 Tagen, um den Kunden zu kontaktieren und ihm einen Vertragsvorschlag zuzusenden, unbeschadet der Bestimmungen in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt. Der Kunde verfügt über eine Frist von zwanzig Tagen, um den Vertrag zu unterzeichnen und die vorgelegten Vertragsbedingungen zu akzeptieren oder einen Vertrag mit einem anderen Energieversorger seiner Wahl abzuschließen. Der Versorger informiert den Betreiber des Verteilernetzes innerhalb von drei Werktagen über den Vertragsabschluss.

Im Falle eines Scheiterns des Verfahrens zum Abschluss eines Versorgungsvertrags gemäß dem vorstehenden Absatz wird das Regularisierungsverfahren als gescheitert betrachtet und der Betreiber des Verteilernetzes kann die Versorgung aussetzen.”;

5° Absatz 2 Ziffer 3 wird durch folgende Sätze ergänzt: “Der Betreiber des Verteilernetzes setzt sich innerhalb von fünf Werktagen nach Erhalt des Regularisierungsformulars mit dem Kunden in Verbindung, um einen Termin für die Durchführung der Versiegelung zu vereinbaren.”.

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird Absatz 3 in den neuen Artikel 4 umgewandelt.

Art. 4 - Im neuen Artikel 4, vormals Artikel 3 Absatz 3, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird das Wort “document” durch das Wort “formulaire” ersetzt;

2° zwischen die Wortfolge “falls er auf” und die Wortfolge “die Schreiben des Betreibers der Verteilernetze” wird die Wortfolge “Anrufe, bei ihm hinterlegte Benachrichtigungen und” eingefügt;

3° die Wortfolge “oder im Falle eines Scheiterns hinsichtlich des Abschlusses eines Versorgungsvertrags ” wird zwischen die Wortfolge “nicht reagiert,” und die Wortfolge “wird das Regulierungsverfahren” eingefügt und das Wort “misslungen” wird durch das Wort “gescheitert” ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 4, der zu Artikel 5 wurde, wird zwischen die Wortfolge “auf dem Gasmarkt reagiert,” und die Wortfolge “begibt sich der Betreiber der Verteilernetze” die Wortfolge “versucht der Verteilernetzbetreiber innerhalb der folgenden fünfzehn Tage mit allen Mitteln, insbesondere telefonisch, den neuen Bewohner zu kontaktieren und sich nach der Situation des Kunden zu erkundigen, um die Situation zu regeln. Scheitern diese Bemühungen,” eingefügt.

Art. 6 - Artikel 5, der zu Artikel 6 wurde, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “Der Betreiber des Verteilernetzes legt dem betreffenden Kunden, insbesondere bei einem Besuch vor Ort, ein Regularisierungsformular vor. In dem Formular wird dem Kunden mitgeteilt, dass er es innerhalb von sieben Kalendertagen ausgefüllt an den Betreiber des Verteilernetzes zurückschicken muss.”;

2° Zwischen Absatz 1 und 1° wird ein Satz eingefügt, um einen Absatz 2 zu bilden, der wie folgt lautet: “Dieses Formular enthält die folgenden Optionen: ”;

3° der neue Absatz 2 Ziffer 1, vormals Absatz 1 Ziffer 1, wird ergänzt durch den Satz “Der Betreiber des Verteilernetzes teilt dem vom Kunden genannten Lieferanten innerhalb von drei Werktagen, nachdem der Betreiber des Verteilernetzes von den Angaben im Formular Kenntnis genommen hat, den Wunsch des Kunden mit, an seiner neuen Adresse beliefert zu werden.”;

4° der neue Absatz 2 Ziffer 2 wird ersetzt durch die Worte “Wenn der Kunde noch keinen Liefervertrag hat, ermöglicht das Regularisierungsformular dem Kunden, vom Lieferanten des ehemaligen Bewohners oder von einem Lieferanten seiner Wahl, den er im Formular angeben muss, beliefert zu werden.

Das Formular enthält den Namen des vom Kunden benannten Energieversorgers. In dem Formular wird der Kunde auch darauf hingewiesen, dass er ein Vertragsangebot vom Energieversorger des früheren Bewohners oder von dem Energieversorger, den er auf dem Formular angegeben hat, erhalten wird und dass er innerhalb von 20 Kalendertagen das Vertragsangebot annehmen oder einen Vertrag mit einem anderen Energieversorger seiner Wahl abschließen kann. In dem Formular wird zudem darauf hingewiesen, dass nach Ablauf dieser Frist, wenn der Kunde keinen Vertrag mit einem Energieversorger unterzeichnet hat, der Betreiber des Verteilernetzes die Gasversorgung des Kunden unterbrechen kann.

Nach Erhalt des Formulars informiert der Betreiber des Verteilernetzes innerhalb von drei Tagen den vom Kunden genannten Energieversorger über den Wunsch des Kunden, beliefert zu werden. Nach Erhalt der Information verfügt der Energieversorger über eine Frist von 10 Tagen, um den Kunden zu kontaktieren und ihm einen Vertragsvorschlag zuzusenden, unbeschadet der Bestimmungen in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt. Der Kunde verfügt über eine Frist von zwanzig Tagen, um den Vertrag zu unterzeichnen und die vorgelegten Vertragsbedingungen zu akzeptieren oder einen Vertrag mit einem anderen Energieversorger seiner Wahl abzuschließen. Der Versorger informiert den Betreiber des Verteilernetzes innerhalb von drei Werktagen über den Vertragsabschluss.

Im Falle eines Scheiterns des Verfahrens zum Abschluss eines Versorgungsvertrags gemäß dem vorstehenden Absatz wird das Regularisierungsverfahren als gescheitert betrachtet und der Betreiber des Verteilernetzes kann die Versorgung aussetzen.”;

5° Absatz 2 Ziffer 3 wird durch folgende Sätze ergänzt: “Der Betreiber des Verteilernetzes setzt sich innerhalb von fünf Werktagen nach Erhalt des Regularisierungsformulars mit dem Kunden in Verbindung, um einen Termin für die Durchführung der Versiegelung zu vereinbaren.”.

Art. 7 - In Artikel 6, der zu Artikel 7 wurde, desselben Beschlusses wird Absatz 3 in den neuen Artikel 8 umgewandelt.

Art. 8 - Im neuen Artikel 7, vormals Artikel 6 Absatz 3, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird das Wort “document” durch das Wort “formulaire” ersetzt;

2° zwischen die Wortfolge “falls er auf” und die Wortfolge “die Schreiben des Betreibers der Verteilernetze” wird die Wortfolge “Anrufe, bei ihm hinterlegte Benachrichtigungen und” eingefügt

3° die Wortfolge “oder im Falle eines Scheiterns hinsichtlich des Abschlusses eines Versorgungsvertrags ” wird zwischen die Wortfolge “nicht reagiert,” und die Wortfolge “wird das Regulierungsverfahren” eingefügt und das Wort “misslungen” wird durch das Wort “gescheitert” ersetzt.

Namur, den 7. Juni 2023

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206518]

7 JUNI 2023. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 maart 2008 houdende de voorziene regularisatieprocedure in het kader van een verhuizing

De Minister van Energie,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de artikelen 34, § 1, 1^o, en 34 *bis*, § 1, eerste lid, 1^o;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, de artikelen 32, § 1, 1^o, en 33, § 1, 1^o;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, artikel 22*bis*;

Gelet op het Besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, artikel 23*bis*;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 maart 2008 houdende de voorziene regularisatieprocedure in het kader van een verhuizing;

Gelet op het rapport van 2 juni 2023 over de evaluatie van de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen;

Gelet op advies 73.438/4 van de Raad van State, gegeven op 4 mei 2023 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "CWaPE" van 17 februari 2023,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 3 maart 2008 houdende de voorziene regularisatieprocedure in het kader van een verhuizing, worden de woorden "probeert de distributienetbeheerder binnen de daaropvolgende vijftien dagen met alle middelen, en vooral telefonisch, contact op te nemen met de nieuwe bewoner en informeert hij naar de situatie van de klant met het oog op regularisatie. Als deze stappen niet slagen," toegevoegd tussen de woorden "van de distributienetbeheerder," en de woorden "dan begeeft deze laatste zich binnen".

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het derde lid wordt vervangen door wat volgt: "De distributienetbeheerder overhandigt de betrokken klant, met name tijdens zijn bezoek ter plaatse, een regularisatiefactuur. Op het formulier staat vermeld dat het behoorlijk ingevuld binnen zeven kalenderdagen naar de distributienetbeheerder moet worden teruggestuurd.";

2^o Tussen het eerste lid en 1^o wordt een zin ingevoegd, om een tweede lid te maken, luidend als volgt: "Dit formulier bevat de volgende opties:";

3^o het nieuw tweede lid, 1^o, voormalig eerste lid, 1^o, wordt aangevuld met de zin "Binnen de drie werkdagen nadat de distributienetbeheerder kennis heeft genomen van de informatie op het formulier, brengt de distributienetbeheerder de door de klant vermelde leverancier op de hoogte van de wens van de klant om op het nieuwe adres bevoorrad te worden.";

4^o het nieuw tweede lid, 2^o, wordt vervangen door de woorden "Heeft de klant nog geen leveringscontract dan laat het regularisatieformulier de klant toe te worden bevoorrad door de leverancier van de vroegere bewoner of door een leverancier van zijn keuze, die hij op het formulier moet vermelden.

Het formulier vermeldt de naam van de leverancier die door de klant is aangewezen. Op het formulier wordt aan de klant tevens vermeld dat hij een contractvoorstel zal ontvangen van de leverancier van de voormalige bewoner of van de leverancier die hij op het formulier heeft vermeld en dat hij een termijn van twintig kalenderdagen krijgt om dit contractvoorstel te aanvaarden of om een contract te tekenen met een andere leverancier van zijn keuze. Op het formulier staat ook vermeld dat de distributienetbeheerder na deze periode, als de klant geen contract heeft getekend met een leverancier, de elektriciteitslevering van de klant kan afsluiten.

Na ontvangst van het formulier brengt de distributienetbeheerder de door de klant genoemde leverancier binnen drie dagen op de hoogte van de wens van de klant om bevoorrad te worden. Na ontvangst van de informatie beschikt de leverancier over een periode van 10 dagen om contact op te nemen met de klant en hem een contractvoorstel te sturen, onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt. De klant heeft twintig dagen de tijd om het contract te ondertekenen en de ingediende voorwaarden te aanvaarden, of om een contract te tekenen met een andere leverancier van zijn keuze. De leverancier brengt de distributienetbeheerder binnen drie werkdagen op de hoogte van de sluiting van het contract.

Indien de procedure voor het sluiten van een leveringscontract zoals bedoeld in het vorige lid faalt, wordt de regularisatieprocedure beschouwd als een gefaalde procedure en kan de distributienetbeheerder de levering opschorten.";

5^o het tweede lid, 3^o, wordt aangevuld met de volgende zinnen: "De netbeheerder neemt binnen vijf werkdagen na ontvangst van het regularisatieformulier contact op met de klant om een datum voor verzegeling vast te stellen."

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het derde lid omgezet in een nieuw artikel 4.

Art. 4. In het nieuwe artikel 4, voormalig artikel 3, derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het woord "regularisatiedocument" wordt vervangen door het woord "regularisatieformulier";

2^o de woorden "op de oproepen, berichten en" worden ingevoegd tussen de woorden "reageert hij niet" en de woorden "op de brieven van de distributienetbeheerder";

3^o de woorden "of, in geval van niet-afsluiting van een leveringscontract" worden ingevoegd tussen de woorden "de distributienetbeheerder," en de woorden "dan wordt de regularisatieprocedure".

Art. 5. In artikel 4, dat artikel 5 is geworden, worden de woorden "dan probeert de distributienetbeheerder binnen de daaropvolgende vijftien dagen met alle middelen, en vooral telefonisch, contact op te nemen met de nieuwe bewoner en informeert naar de situatie van de klant met het oog op regularisatie van de situatie. Als deze stappen mislukken," ingevoegd tussen de woorden "aan het verzoek van de distributienetbeheerder," en de woorden "dan begeeft deze laatste zich binnen".

Art. 6. In artikel 5, dat artikel 6 is geworden, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt: "De distributienetbeheerder overhandigt de betrokken klant, met name tijdens zijn bezoek ter plaatse, een regularisatiefactuur. Op het formulier staat vermeld dat het behoorlijk ingevuld binnen zeven kalenderdagen naar de distributienetbeheerder moet worden teruggestuurd.;"

2° tussen het eerste lid en 1°, wordt een zin ingevoegd, om een tweede lid te maken, luidend als volgt: "Dit formulier bevat de volgende opties: ";

3° het nieuw tweede lid, 1°, voormalig eerste lid, 1°, wordt aangevuld met de zin "Binnen de drie werkdagen nadat de distributienetbeheerder kennis heeft genomen van de informatie op het formulier, brengt de distributienetbeheerder de door de klant vermelde leverancier op de hoogte van de wens van de klant om op het nieuwe adres bevoorraad te worden.;"

5° het nieuw tweede lid, 2°, wordt vervangen door de woorden "Heeft de klant nog geen leveringscontract dan laat het regularisatieformulier de klant toe te worden bevoorraad door de leverancier van de vroegere bewoner of door een leverancier van zijn keuze, die hij op het formulier moet vermelden.

Het formulier vermeldt de naam van de leverancier die door de klant is aangewezen. Op het formulier wordt aan de klant tevens vermeld dat hij een contractvoorstel zal ontvangen van de leverancier van de voormalige bewoner of van de leverancier die hij op het formulier heeft vermeld en dat hij een termijn van twintig kalenderdagen krijgt om dit contractvoorstel te aanvaarden of om een contract te tekenen met een andere leverancier van zijn keuze. Op het formulier staat ook vermeld dat de distributienetbeheerder na deze periode, als de klant geen contract heeft getekend met een leverancier, de gaslevering van de klant kan afsluiten.

Na ontvangst van het formulier brengt de distributienetbeheerder de door de klant genoemde leverancier binnen drie dagen op de hoogte van de wens van de klant om bevoorraad te worden. Na ontvangst van de informatie beschikt de leverancier over een periode van 10 dagen om contact op te nemen met de klant en hem een contractvoorstel te sturen, onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt. De klant heeft twintig dagen de tijd om het contract te ondertekenen en de ingediende voorwaarden te aanvaarden, of om een contract te tekenen met een andere leverancier van zijn keuze. De leverancier brengt de distributienetbeheerder binnen drie werkdagen op de hoogte van de sluiting van het contract.

Indien de procedure voor het sluiten van een leveringscontract zoals bedoeld in het vorige lid faalt, wordt de regularisatieprocedure beschouwd als een gefaalde procedure en kan de distributienetbeheerder de levering opschorten.;"

6° het tweede lid, 3°, wordt aangevuld met de volgende zinnen: "De netbeheerder neemt binnen vijf werkdagen na ontvangst van het regularisatieformulier contact op met de klant om een datum voor verzegeling vast te stellen."

Art. 7. In artikel 6, dat artikel 7 is geworden, van hetzelfde besluit, wordt het derde lid omgezet in een nieuw artikel 8.

Art. 8. In het nieuwe artikel 7, voormalig artikel 6, derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "regularisatiedocument" wordt vervangen door het woord "regularisatieformulier";

2° de woorden "op de oproepen, berichten en" worden ingevoegd tussen de woorden "reageert hij niet" en de woorden "op de brieven van de distributienetbeheerder";

3° de woorden "of, in geval van niet-afsluiting van een leveringscontract" worden ingevoegd tussen de woorden "de distributienetbeheerder," en de woorden "dan wordt de regularisatieprocedure".

Namen, 7 juni 2023.

Ph. HENRY

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2023/47951]

16 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif à l'exercice des missions de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 6, § 1^{er}, I. 4°, 20 et 69 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 36, § 1^{er}, al. 1^{er} ;

Vu l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, les articles 5 et 20, § 2, 1° et 2° ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, les articles 2, § 1^{er}, 4°, 133 et 145 ;

Vu le contrat de gestion 2021-2025 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et citydev.brussels, spécialement l'article 32 selon lequel « l'arrêté du 26 septembre 2013 fixant le cadre des missions de rénovation urbaine de l'institution a notamment porté de 10 à 20 ans le délai durant lequel les acquéreurs doivent établir leur résidence principale dans le logement moyen. En 20 ans, les situations

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2023/47951]

16 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2013 betreffende de uitvoering van de stadsvernieuwingsopdrachten van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 6, § 1, I. 4°, 20 en 69;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 36, § 1 eerste lid;

Gelet op de ordonnantie van 20 mei 1999 betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de artikelen 5 en 20, § 2, 1° en 2°;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, artikelen 2, § 1, 4°, 133 en 145;

Gelet op de beheersovereenkomst 2021-2025 tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en Citydev.brussels en inzonderheid op artikel 32 dat stelt dat het besluit van 26 september 2013 tot vaststelling van het kader van de stadsvernieuwingsopdrachten van de instelling de periode waarin kopers hun hoofdverblijf in de middelgrote koopwoning moeten vestigen, verlengd heeft van 10 tot 20 jaar.